

JEAN PRÉVOST

Le Sel sur la Plaie

Roman 15 fr.

MARIANNE

GRAND HEBDOMADAIRE LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

5, Rue Sébastien-Bottin - Paris (7^e)

Directeur : Emmanuel BERL

RENÉ TRINTZIUS

La Bête écarlate

Roman 15 fr.

DANS CE NUMÉRO:

André MAUROIS

SACHA GUITRY

Joseph KESSEL

et COLETTE

Voyages

VOYAGES... M. Albert Lebrun traverse l'Europe en chemin de fer pour porter le salut de la France à la Yougoslavie en deuil. Le ministre de la Marine accomplit le même voyage par mer, cependant que le ministre de l'Air a rejoint en avion Belgrade qui aura été, en ces derniers jours, le vrai centre de l'Europe.

M. Gaston Doumergue pense toujours au voyage de Versailles, cependant que ceux qu'il voudrait y inviter hésitent encore à s'embarquer à sa suite. Les radicaux consultent l'indicateur pour les trains de Nantes.

A l'intérieur du ministère les allées et venues se multiplient ; M. Chéron retourne chez lui, M. Albert Sarraut retourne chez son frère ; et voici M. Lémery, qui « revient de loin », à la fois parce qu'il nous arrive de la Martinique, et parce qu'il y avait bien longtemps qu'on n'avait plus songé à faire de lui un ministre !

Les membres de la Commission d'enquête sont revenus à leurs travaux, pour donner une préface aux travaux parlementaires ; les policiers courent l'Europe pour pêcher un peu partout les coupables et complices de l'attentat de Marseille, et les ramènent l'un après l'autre sur la Côte d'Azur. Préfet et hauts fonctionnaires, eux aussi, se déplacent (ou plutôt sont déplacés). Le peuple de Paris accompagne à travers les voies de la capitale le char funèbre de Raymond Poincaré, dont la dépouille va retrouver ses terres lorraines.

Les gardes mobiles, en Espagne, courent de la Catalogne aux Asturies, fusil au poing. Les pays du « bloc-or » envoient leurs représentants conférer à Bruxelles ; les chômeurs marchent sur Lille, et le roi Carol, après y avoir un instant renoncé, se décide pourtant à venir jusqu'en France... Vingt avions s'élancent sur la route de Londres à Melbourne...

Et pendant que les avocats de la famille Prince achèvent enfin leur « contre-rapport Guillaume », l'opinion se demande si on la promènera encore longtemps, d'un scandale à un assassinat, si l'on continuera longtemps à la « faire marcher » et à la « mener en bateau ».

Voyager, c'est bien. Mais il faut arriver quelque part.

Constatations post-électorales

Il n'est pas inutile de revenir sur les élections récentes, d'en regarder les chiffres de plus près, et d'enregistrer qu'elles marquent, avec un succès des extrêmes, un fléchissement du centre dont les radicaux font presque entièrement les frais.

Ces derniers n'ont pas perdu beaucoup de sièges, c'est un fait, mais, dans toute la France, ils ont perdu des voix, et c'est pour eux un assez sévère avertissement.

La rupture du cartel électoral entre radicaux et socialistes a d'autres causes, qui peuvent incliner M. Herriot à la méditation.

Le Conseil général du Rhône, présidé depuis quinze ans par un radical-socialiste, a élu cette fois M. Bonnefoy ; dans la Corrèze, les socialistes ont été sur le point de faire battre M. Queuille ; dans la Loire, le sénateur radical Merlin disparaît devant le modéré Neyret... Evidemment, ce ne sont là que des faits isolés, des signes... mais le Congrès de Nantes saura peut-être en tirer tout de même des conclusions.

Rendons à César...

Hitler ayant entendu dire que l'auteur des nombreuses plaisanteries répandues sur sa personne était un juif du nom de Neumann, fit prière ce dernier de venir le voir.

« Herr Neumann, lui dit le Führer, on me raconte que c'est vous l'auteur de ces nombreuses « witze ». Est-ce vous qui avez trouvé celui-ci ? »

« Et le chancelier de citer une des célèbres histoires. »

« La, mein Führer, c'est moi qui l'ai faite, répond Herr Neumann. »

« Et celle-ci ?... dit encore Hitler qui paraît fort au courant. »

« La, mein Führer, c'est aussi moi. »

« Et le chancelier de citer toutes les histoires qu'il connaît, et Herr Neumann de répondre chaque fois : « La, mein Führer, c'est moi ». »

Soudain Hitler se dresse et menace : « Vous savez, fait-il, que je commande 65 millions d'hommes ? »

« Ach ! mein Führer, réplique Neumann. Celle-là n'est pas de moi !... »

Avant le Congrès



MM. Fabius de Champville, Steeg, Milhaud et Archimbaud, vedettes du Parti Radical, répètent le grand chœur des « Prisons de Nantes »

Le Monde comme il va...

La réforme de l'Etat.

L'hostilité certaine et quasi-publique de M. Jeanneney à la révision de la Constitution indigna les Pères Duchesne de la presse gouvernementale, et l'un d'eux accusa le président du Sénat d'être « Front commun ». C'est une affirmation assez joyeuse pour qui se souvient que M. Jeanneney a été le collaborateur de M. Clemenceau, qu'il n'appartient même pas au Parti radical, et qu'il a résisté très longtemps, et dans le département de la Haute-Saône, qu'il représente, plus qu'ailleurs, à la politique du Cartel.

Mais M. Jeanneney n'est pas homme à se laisser intimider. On peut être sûr qu'il ne cédera point...

Perplexité

Quelle position le Congrès de Nantes va-t-il prendre en ce qui concerne la réforme de l'Etat ?

Il est évident que si M. Herriot n'intervient pas trop vigoureusement, si, d'autre part, les braves des braves de la Sûreté nationale n'étouffent pas les cris des militants, ceux-ci se montreront hostiles au projet de M. Doumergue, lequel veut retirer à la Chambre le droit de renverser un ministre — au moment où le président du Conseil — qui ne croit plus être responsable devant les députés, vient d'assumer par ailleurs qu'il n'accepte pas d'être responsable de ses propres ministres.

Mais que va faire M. Herriot ?

Il a fait une sortie vigoureuse contre les socialistes, auxquels il reprochait leur manque de fidélité.

Aussi depuis, il a été poignardé, au Conseil général du Rhône par les modérés.

Conseillera-t-il aux radicaux de généraliser carrément une tactique dont l'expérience montre qu'à Lyon, en tout cas, il a été victime ?

On comprend que M. Herriot hésite et que le Congrès de Nantes éveille plus d'intérêt qu'il ne faisait, il y a quelques jours.

Qu'en fera-t-on ?

Il est certain que le Congrès de Nantes mettra sur pied un magnifique programme. Et chacun sera content. L'un parce qu'il aura la certitude d'avoir contribué à sauver la République. Un autre parce qu'il jugera que l'application de ce programme sera susceptible de faire rapidement culbuter la trêve. Celui-ci verra la sagesse d'un Parti qui poursuit une politique compatible avec le maintien du gouvernement. Et beaucoup de chefs souriront en songeant qu'il n'y a là qu'un programme de plus et qu'en vertu de la

tradition, il ne sera pas utile de songer à le mettre en pratique.

Il y a un an, à Vichy, le Congrès s'est prononcé unanimement pour un plan d'outillage comportant des crédits pour l'électrification, les adductions d'eau, les chemins ruraux, les travaux d'hydraulique et de génie rural.

Il s'est déclaré pour une politique des prix qui facilite la baisse du coût de la vie, pour la semaine de quarante heures, pour des mesures efficaces de protection de l'épargne, pour le contrôle de la nation sur son économie.

Le Congrès de Clermont-Ferrand a exigé le désarmement des ligues armées, il a exigé le vote, par la procédure d'urgence, d'une loi sur les incompatibilités parlementaires.

Tout cela a été acclamé. Tout cela est demeuré lettre morte.

A Nantes, on acclamera un beau programme. Il serait sans précédent qu'il ne demeurât point lettre morte lui aussi.

Viendront-ils ?

Trains et cars avaient amené de Toulouse et de Carcassonne plus de deux cents « délégués » au dernier Congrès radical, à Clermont-Ferrand.

Délégués spéciaux et sans uniforme : ils avaient même la carte du parti, une carte toute récente... sans doute avaient-ils d'autres cartes dans leurs poches.

M. Albert Sarraut s'entendait mieux à préparer la réception des chefs radicaux dans un Congrès que la réception d'un souverain étranger...

Les préparatifs, pour Nantes, étaient déjà prêts. On annonçait un succès certain : la Sûreté nationale n'avait pas été chargée de s'occuper du recrutement ni des détails matériels.

Mais voici que M. Albert Sarraut n'est plus ministre de l'Intérieur et l'on prétend qu'il est fort mécontent d'avoir quitté la place Beauvau. Les trains et les cars ne partiront pas du sud. Partiront-ils de Reims, patrie de M. Marchandeau ? Verront-ils, tout à coup, s'enfler les effectifs de la Fédération de la Marne ?

En tout cas, on sera fixé dès les premières heures du Congrès, au moment des acclamations rituelles qui accompagnent l'entrée minutieusement préparée du président Herriot dans la salle du Congrès.

Hantise de soi-même.

L'éloge funèbre de Raymond Poincaré que prononcera samedi dernier, M. Gaston Doumergue, n'a peut-être pas appris grand-chose sur Poincaré à ceux qui l'ont entendu.

Mais il leur a appris quelque chose sur M. Gaston Doumergue...

On y a vu, en effet, que celui-ci est plus préoccupé de soi-même que du mort illustre sur lequel il avait à parler. On a remarqué qu'un des plus grandes mérites qu'il reconnaissait à Raymond Poincaré c'était, en 1913, de l'avoir appelé au gouvernement, lui, Gaston Doumergue.

Et l'on a remarqué aussi le passage où il affirmait que Raymond Poincaré était partisan de la réforme constitutionnelle...

On a beau jeu à faire parler les morts. Mais les vivants ont-ils protesté ? M. André Tardieu a-t-il précisé que, voici dix mois, Raymond Poincaré lui déclarait très expressément le contraire ?

Décidément, M. Doumergue est hanté...

Une explication.

Sans craindre le plus petit démenti, nous avons montré de quelle façon... cavalière, M. André Tardieu s'était permis, l'autre semaine, de traiter le maréchal Pétain à l'issue du Conseil des ministres qui procéda au débarquement de M. Chéron.

Il faut avouer que les plus farouches partisans de M. Tardieu en demeurent eux-mêmes suffoqués...

Eh quoi ! si le représentant le plus convaincu du fascisme insulte l'armée en la personne de son chef, où allons-nous ?

Que chacun se rassure, M. Tardieu, avec le charme naturel qui le caractérise, était simplement de mauvaise humeur.

Oui, il voulait le maintien de M. Chéron, qui, il voulait le maintien de M. Sarraut. Mais c'était pour les faire interpellés dès la rentrée des Chambres, et faire ainsi tomber celui qu'il nommait, il y a quelques semaines encore, papa Doumergue.

Cette politicienne est d'ailleurs dénoncée par les députés modérés, qui dévoilent avec quelque dégoût les manœuvres de leur chef provisoire. N'attendant rien du Parlement, M. Tardieu attend tout de l'émiette. Les Français apprécieront.

Réveillons-nous.

La Commission Stavisky a siégé hier. Evidemment, ce jour de reprise n'a pas été celui du travail. Et d'ailleurs, on est frappé de la lassitude de certains commissaires, et de leur peu de conviction :

« Hé quoi ! toujours du sang et toujours des victimes ! » murmurent, lassés, certains membres de la Commission.

Ironiquement, certains déclarent :

« Puisque nous avons étudié l'affaire Stavisky, l'affaire Prince, on va peut-être nous confier l'affaire de Mariotti, et le scandale de l'autre Alexandre. »

— En somme, une commission permanente des scandales, riposte un collègue, sur le même ton.

— Pourquoi pas, reprend le premier, puisqu'on ne veut plus se servir du Parlement pour faire des lois, on va peut-être l'utiliser pour en surveiller l'application !

Doutes.

On se demande quels vont être les rapports de M. Lémery, autre nouveau ministre de la Justice avec la Commission Stavisky.

M. Lémery, en effet, est l'avocat de M. de Fontenay, l'ambassadeur de France qui fut, et qui resta administrateur de la Foncière. Le cas de M. de Fontenay n'est pas réglé. Serait-ce son avocat même qui devra ordonner les poursuites contre lui ?

Café au lait.

M. Lémery est originaire, comme on sait, de la Martinique. Pendant la guerre, Clemenceau l'appela au sous-secrétariat de la Marine marchande. Sur sa réputation, et sans le connaître.

Lorsque M. Lémery entra au premier conseil de Cabinet, Clemenceau se pencha vers son voisin :

— Qu'est-ce que c'est que ça ?

— Lémery, ministre de la Marine marchande.

— Pas possible ! fit le Tigre en éclatant de rire. Déjà si hâlé !!!

Minoritaires professionnels.

Au cours de l'enquête menée par la police genevoise pour découvrir les complices de Kelemen en Suisse, on procéda à l'interrogatoire d'une jeune et jolie femme qui publia à Genève un bulletin de propagande croate et dirige le bureau de Croatie Press.

— Je ne suis pas Croate, expliqua la jeune personne. Je ne fais que prêter mon nom à un Croate qui rédige ce bulletin.

La police interrogea le Croate en question. Il présenta un passeport hongrois et avoua n'avoir jamais mis le pied en Yougoslavie.

— Je rédige le bulletin croate dirigé contre la Yougoslavie, avoua-t-il. Je rédige également le bulletin slovaque, dirigé contre la Tchécoslovaquie. Ma profession, à Genève, consiste à représenter les minorités. Toutes les minorités...

Il semble que la profession de minoritaire est assez lucrative, car le Croate-slovaque-hongrois et sa secrétaire menaient une vie large et aisée...

Méditation sur Citroën

par Emmanuel Berl

LES actions Citroën baissent, on chuchote que « l'affaire va être réorganisée... » Qu'y a-t-il de vrai, qu'y a-t-il de faux dans ces bruits, sans doute intéressés, qu'on les affirme ou qu'on les dément ? Je n'en sais rien.

Mais je sens, à propos de Citroën, le heurt de deux mentalités.

Il y a ceux qui approuvent Citroën « jusque dans ses verrues ». Peu leur importe qu'on leur dise : trop d'argent a été dépensé pour un rendement dont on pouvait prévoir qu'il serait trop faible. Formés par l'après-guerre, par l'esprit des spéculations, habitués au mépris de l'épargne, par les fortunes qui se faisaient en deux années et se défaisaient en deux semaines, ils ne voient que l'« allant » de l'entrepreneur. Celui-ci a raison, même quand il se trompe, le tort est à ceux qui ne lui fournissent pas assez d'argent, même s'il a perdu celui qu'on lui avait donné.

Mais, par contre, il y a ceux qui, au lieu de voir dans les difficultés de Citroën, une tragédie — le heurt d'un grand homme et d'un destin — se réjouissent secrètement de ce qu'un grand homme et une grande affaire subissent des menaces lourdes.

Cette haine de l'entreprise, elle n'est que trop fréquente en France. Quand j'étais enfant, j'ai vu un vieillard, industriel retraité, dans l'existence ralentie duquel un des seuls plaisirs persistants était de lire la liste des faillites que publiait le *Matin*.

« C'est bien fait, disait-il. » Pourquoi ? Il s'agissait de commerçants qu'il n'avait jamais vus, auxquels ne l'opposait aucune concurrence. Il n'était même pas méchant. Il leur en voulait parce qu'il les soupçonnait d'avoir crâné, d'avoir pactisé avec cet ennemi auquel lui-même ne concédait jamais rien : le risque. Et lorsque des bruits inquiétants courent sur la situation financière de Citroën, on retrouve sur bien des visages, dans bien des inflexions de voix, cette même satisfaction sadique : « Ça lui apprendra... » Non sans doute à adopter des procédés financiers plus sains, mais à avoir entrepris. A avoir illuminé la Tour Eiffel, embelli l'existence des petits commerçants qui, grâce à sa « boulangerie », ont pu mêler le plaisir du tourisme et le travail de la messagerie ; à avoir délivré des petits trains aux correspondances improbables et des attentes lassantes dans les gares provinciales les voyageurs de commerce ; à avoir permis au médecin de campagne, jadis esclave de son cheval, d'arriver chez ses malades avant qu'ils ne soient morts ou guéris. Ça lui apprendra à avoir construit des garages plus vastes, plus chers qu'il n'était indispensable aux besoins du jour, parce qu'il pensait que les besoins de l'humanité iraient croissant avec le progrès de la science et le progrès de l'industrie. Foi dans l'avenir, foi dans l'homme, foi dans la France : bien sûr, il avait tort !

Cette haine surnoise de l'entreprise, cette haine surnoise du progrès, du changement, on la retrouve dans trop de sentiments et d'idéologies françaises. Une sorte de méchanceté se jappait sous l'avarice, comme l'avarice elle-même se tapit sous les beaux prétextes de prudence et d'économie. Sans doute, il est dangereux de trop aimer les constructions neuves, de trop aimer l'embellissement des machines, la multiplication des produits, l'accroissement démesuré des besoins. Mais il est dangereux aussi de les haïr surnoisement.

Le même conflit, il me semble que je le retrouve entre les partisans de la dévaluation et ceux de la déflation. M. Doumergue a dramatisé et simplifié ce couplet. Pour lui, la déflation est le Bien, la dévaluation est le Mal. Le déflationniste est un bon citoyen, le dévaluateur un méchant communiste, s'appelât-il Paul Reynaud ou Raymond Patenôtre ! Il est rare que les choses soient si claires et que les cœurs soient si noirs.

De quoi s'agit-il, en somme ? Le prix d'une marchandise s'exprime en francs. Dans l'univers mouvant où nous vivons, il faut bien que les prix baissent, puisqu'ils sont beaucoup plus élevés que partout ailleurs.

Emmanuel BERL.

(Lire la suite page 2.)

